



Fenêtre sur le monde n°24



Deuxième été pandémique. Attendu et redouté. Court répit ou longue respiration ? Canicules, inondations, incendies. Aux antipodes, hiver austral : confinements plus ou moins étendus, plus ou moins stricts. Épreuve pour les corps, les nerfs, les esprits afin d'atteindre l'objectif (illusoire ?) de « zéro COVID ». Ailleurs, envie de partir, voyager, vivre. « Nous » avons le vaccin pour « nous » sentir en sécurité. « Nous » : pronom inclusif, signe désormais d'exclusions et injustices qui frappent une majorité de Terriens. Ce n'est point la géographie qui sépare, c'est la cupidité. Vaccin-espoir devenu vaccin-division, coercition, discrimination. Communication et publicité ne sont pas persuasion. « Choix individuel », crient les uns. « Responsabilité collective », chemin vers la liberté retrouvée, rétorquent les autres. Préservons la solidarité, acquis précieux de la traversée de ces longs mois obscurs. Dans son acception littérale grecque, la pandémie n'est pas d'abord une maladie, mais une cause plébiscitée par le peuple. La voilà : brisons les serrures, ouvrons les coffres, partageons le savoir et le savoir-faire. Jamais plus d'enjeu de pouvoir. Jamais plus de profits sur la pandémie !

Justice vaccinale, espoir mondial

Pour qui sont ces milliards de doses ?

Gordon Brown est un conservateur, ancien premier ministre britannique, qui n'a pas laissé que de bons souvenirs. Maintenant qu'il n'est plus aux affaires, il observe le monde et publie des tribunes dans le *Guardian*. Sa dernière production, du 16.08.2021, répond à la question « pourquoi les milliards de doses de vaccins ne vont pas en Afrique ? ». Son objectif est de fustiger « l'approche néocoloniale » de la question vaccinale qui caractérise en premier lieu l'Union européenne (UE), mais s'étend aussi à d'autres pays riches.

Nous l'avons souligné dans plusieurs de nos *Fenêtres* : ceux qui ont de quoi payer, achètent les vaccins et les stockent ; les autres tentent de s'en procurer, mais échouent sur les falaises de l'argent. Même COVAX (critiquée, mais toujours utile) n'arrive pas à remplir sa mission : Gordon Brown demande que les pays du G7 donnent immédiatement à la plateforme de l'OMS 50 milliards de \$ de financement, ainsi que les moyens logistiques assurant l'arrivée rapide et sûre des vaccins aux pays africains. Il faut savoir que le Burundi, par exemple, n'a aujourd'hui même pas une seule dose !

« 60 milliards de doses de vaccins seront produites dans le monde jusqu'à la fin décembre, et plusieurs milliards l'année prochaine. Elles suffisent pour remplir l'objectif de 60% de la population vaccinée dans tous les pays d'ici à l'été 2022 », assure Gordon Brown. Pour ce faire, il faut une coordination mondiale, ce qui n'a été fait ni par le G7, ni par le G20.

Certes, Gordon Brown ne s'affranchit pas des schémas de pensée qui sont ceux du monde politique (ou « policé » ou tout simplement capitaliste) auquel il appartient. Mais il endosse les revendications africaines et plaide pour le partage de la technologie et du savoir-faire, ainsi que pour la levée des brevets. Dans sa tribune, nous apprenons que l'*African Vaccine Acquisition Trust* (AVAT), « déçu des promesses non tenues de se faire délivrer 700 millions de doses jusqu'à la fin de 2021 », a négocié directement avec Johnson & Johnson (J&J) pour avoir 400 millions de ses vaccins mono-doses. Pour y arriver, il a fallu que l'Afrique du Sud menace de garder pour elle tous les vaccins produits dans ses usines : l'UE a donc cédé... *Via* COVAX, l'AVAT avait obtenu seulement 60 millions de vaccins !

Le manque de vaccins a une autre conséquence désastreuse pour les pays africains qui connaissent bien le FMI, le fonds monétaire (ou prédateur) international qui y sévit afin de leur apprendre comment faire des « réformes structurelles » (qui s'appellent des privatisations en langage courant).

Le FMI « note » les perspectives de développement économique annuel des pays. Sans surprise, il a descendu la note pour les pays africains, mais amélioré celle de « l'ouest vacciné ». Cela sera encore plus préjudiciable pour l'Afrique qui apparaîtra comme « moins fiable » aux compagnies de Big Pharma. Comme il est bien connu qu'on ne vend qu'aux « clients fiables », l'Afrique aura du mal à convaincre de son potentiel de développement. Et pourtant, c'est un continent jeune, ouvert à la connaissance, avec des populations pauvres mais très internationalisées. Il n'y a qu'à voir le campus de l'UCAD (l'Université Cheikh Anta Diop) de Dakar pour le constater.

L'Afrique négocie aujourd'hui directement avec la Chine, quand les pays dits développés programment déjà leur « troisième dose » pour une partie de leur population et veulent la généraliser, comme Israël. Pfizer a publié ses données en la matière, plaidant pour cette solution face aux variants. L'OMS plaide au contraire pour un moratoire : ces vaccins ne vont-ils pas manquer ailleurs, où les gens meurent ? Gordon Brown le rappelle, et termine sa tribune avec la formule devenue maintenant rituelle : « personne n'est en sécurité tant que tout le monde, partout, n'est en sécurité ».

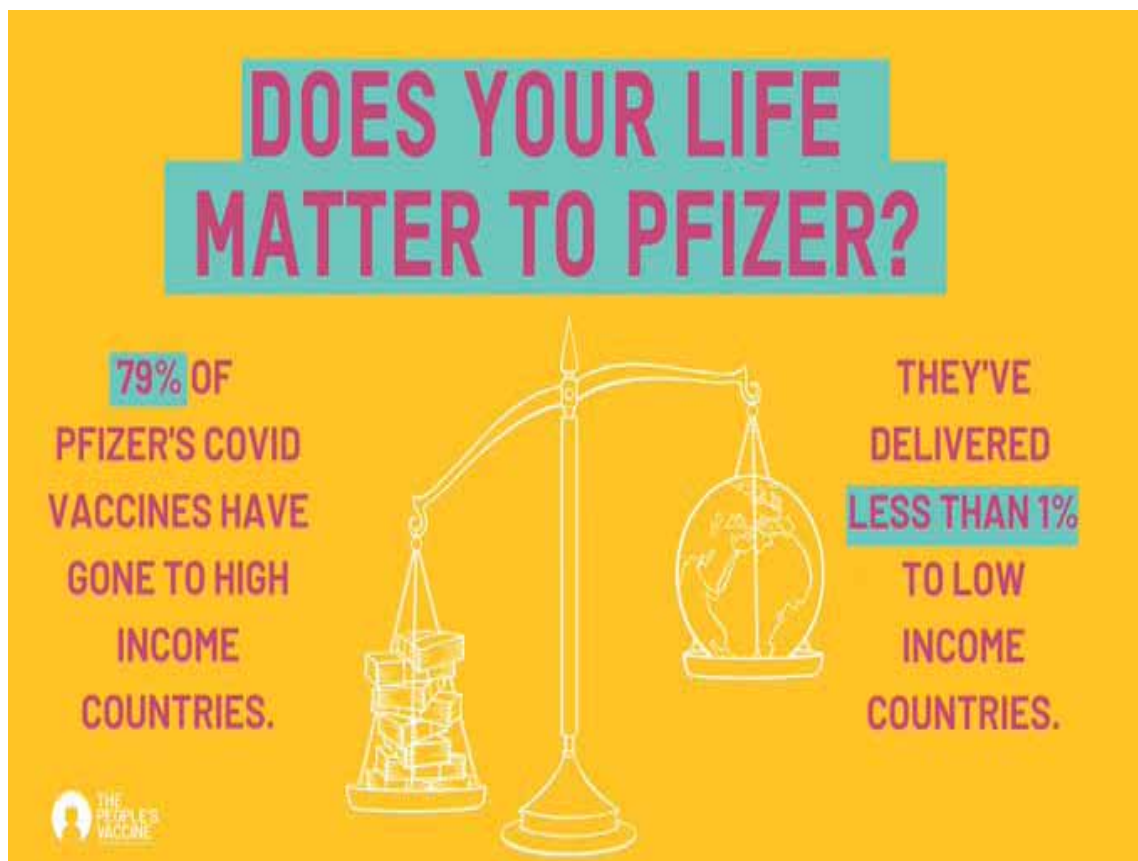
Ce ne sont pas ceux qui tergiversent à l'OMC (l'organisation mondiale du commerce) où se tiennent des rounds de discussions sur la levée des brevets et le partage de technologie qui écouteront. Dans le meilleur des cas, ces pays feront don de quelques milliers ou millions de doses, leurs surplus, de préférence à « date courte » comme l'a fait Israël (cf. *Fenêtre* n°23).

Des vaccins pour tous les bras (ou des « armes », comme le dit Gordon Brown, jouant avec le mot anglais « arm ») : n'est-ce pas une cause pour laquelle on doit descendre massivement dans la rue ? Ne vaut-elle pas des « manifestations du samedi » ?

<https://urlz.fr/gSNO>

Dans *l'Humanité* du 11.08.2021, Thomas Lemahieu, notre « vigie » vaccins, analyse cette ruée de nombre de pays « développés » vers la troisième dose, qui « met le monde en danger » :

<https://www.humanite.fr/vaccins-une-troisieme-dose-qui-met-le-monde-en-danger-716940>



« Le problème en Afrique n'est pas l'hésitation face aux vaccins, mais la famine face aux vaccins »

C'est ainsi qu'a décrit la situation le chef du CDC Afrique (*Center of disease control and prevention*) cité par *Al Jazeera* le 25.08.2021. Cet article, repris sur le fil Twitter de l'alliance *The People's Vaccine*, se réjouit du fait que la campagne de vaccination africaine s'accélère et le pourcentage a presque doublé en une semaine, mais cela reste encore à un niveau bas inacceptable, surtout face au variant delta.

<https://www.aljazeera.com/news/2021/8/26/who-covid-19-vaccination-triples-in-africa-but-still-low>



Les inégalités vaccinales sont à notre porte

Non seulement en Afrique : si l'on croit un article de l'agence Reuters relayé sur le fil Twitter de l'alliance *The People's Vaccine*, l'UE a beau se vanter d'avoir atteint son objectif de vacciner 70% de sa population à ce jour (fin août), ce n'est qu'une moyenne et cela cache d'importantes disparités. À quoi sert-il donc d'être une « union » si ce n'est pas à veiller à l'égalité entre tous ses membres ? À quoi cela sert-il d'être « unis » si ce n'est pas à mener tout le monde au même niveau d'arrivée, indépendamment de son niveau de départ ?

Sur son fil Twitter, *The People's Vaccine* se moque des discours lénifiants de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, qui persiste à refuser que l'UE vote à l'OMC en faveur de la levée des brevets et du partage de la technologie anti-COVID : « comment mettre fin à une pandémie, par Ursula von der Leyen ».

<https://urlz.fr/gSNM>

Le *NYTimes* du 8.09.2021 donne un aperçu des réactions face aux campagnes vaccinales en Europe de l'est, qui peinent à convaincre notamment les plus défavorisés, les populations qui subissent déjà l'exclusion depuis très longtemps (comme les Rom en Roumanie) et les populations rurales susceptibles de se laisser convaincre davantage par différents mythes qui circulent sur le vaccin que par la parole des autorités, dont elles se sentent éloignées ou qui les méprisent :

<https://urlz.fr/gSNL>



Vaccination des réfugiés et déplacés

Grâce à un article publié par l'ONG *Physicians for Human Rights* (PHR) le 23.08.2021, voilà la revendication d'égalité d'accès aux vaccins anti-COVID pour les réfugiés et déplacés qui vivent dans des camps dans plusieurs pays du monde. L'ONG traite en particulier le cas des Rohingya qui ont été chassés de Myanmar/Birmanie suite aux persécutions de 2017 et vivent aujourd'hui au Bangladesh voisin. Mais cela est valable ailleurs, car malheureusement les guerres et conflits locaux ont obligé des populations entières à quitter leur pays et à vivre dans des camps, le plus souvent situés dans des pays voisins.

Les Rohingyas ne bénéficient pas du statut officiel de réfugié au Bangladesh, qui les considère juste comme des personnes « déplacées de force », ce qui ne leur donne pas les mêmes droits que d'autres réfugiés vivant dans le pays. Mais en général, tandis qu'officiellement le Bangladesh avait prévu de vacciner réfugiés et déplacés, il n'a pas mené une campagne convaincante auprès des Rohingya qui se sentent discriminés. De plus, il a rendu plus difficile l'accès des camps des Rohingya aux soignants et a tardé à réparer les pannes internet. Du coup, pas d'information claire et fiable concernant les vaccins, même pas concernant la pandémie.

PHR souligne le fait que les réfugiés et déplacés ne font pas confiance aux autorités sanitaires des pays d'accueil, et ont peur de déclarer les cas de COVID19. Le Bangladesh n'a pas prévu de centre de vaccination dans les camps, a retardé la livraison des doses prévues pour leurs occupants et a prétexté « donner la priorité à sa propre population », faisant fi des injonctions de l'OMS selon lesquelles tous les pays devaient donner la priorité aux « groupes vulnérables », sans distinction de lieu de résidence ou de statut légal. Les sans-papiers et les réfugiés sans statut officiel y étaient donc inclus. Or le Bangladesh, comme plusieurs autres pays, dépend de la production des vaccins en Inde : quand les exportations ont cessé, la pénurie a commencé.

PHR conclut que « pour que les populations à risque vivant dans des pays à bas revenus aient accès aux vaccins, la communauté internationale doit sans attendre satisfaire les exigences de l'alliance *The People's Vaccine* ». Cela signifie augmenter et décentraliser la production des doses pour combattre l'inégalité d'accès qui risque de prolonger la pandémie. Il faut des investissements massifs dans la production. Il faut lever les brevets, partager la technologie et le savoir-faire, former le personnel des usines dans plusieurs pays.

Vaccins pour tous, partout et au plus vite : ce sera un pas de géant pour combattre la pandémie, et une brèche géante aux intérêts capitalistes de Big Pharma.

<https://phr.org/our-work/resources/rohingya-refugees-in-bangladesh-need-urgent-access-to-covid-19-vaccines/>



Physicians for
Human Rights

Europe

Une pandémie à deux visages ou La fracture pandémique

Une enquête menée par le Conseil européen de relations étrangères (*European Council on Foreign Relations* - ECFR) et dont les résultats sont publiés dans le *Guardian* du 1.09.2021 concerne la fracture que la pandémie a causée en Europe et qui va la marquer pour les années à venir : c'est comme s'il existait deux « Europes » distinctes : en paraphrasant le titre du célèbre roman de Charles Dickens (*A tale of two cities*), on parle du « conte de deux pandémies » en Europe.

La fracture est entre le nord et l'ouest européen d'une part, le sud et l'est de l'autre. Dans les pays de la première catégorie, la pandémie était pour 54% des répondants une sorte de film d'horreur, un spectacle angoissant mais qui se déroulait en dehors de la vraie vie. Mais les autres ont été affectés directement : la pandémie s'est installée au cœur de leur vie quotidienne, que ce soit en matière de santé ou de retombées économiques néfastes. C'est maintenant que cette fracture apparaît au grand jour, et elle risque de créer un fossé difficile à combler, surtout pour les jeunes.

Dans les conclusions de l'enquête, on parle de « nouveau schisme » qui risque de s'installer en Europe, comme celui de la mal-nommée « crise de la dette » qui a fait de certains pays des parias (n'oublions pas les PIGS, ces « pays-cochons », sales car pauvres...).

Le plus inquiétant des résultats de l'enquête est le « sacrifice des jeunes » : seulement 43% des personnes de moins de 30 ans ont répondu qu'elles ne se sont pas senties affectées par la pandémie, tandis que deux tiers des 60 ans ou plus ont donné la même réponse. Cela peut étonner, quand on sait que les plus âgés encourent un risque sanitaire plus important et devraient plutôt répondre s'être sentis affectés par la situation sanitaire. Mais les jeunes, qui ont vu leur vie mise entre parenthèses par les restrictions (notamment de mobilité) ou ont perdu leur travail (souvent précaire) ne voient pas un avenir prometteur : c'est pourquoi ils sont bien moins nombreux à répondre que la pandémie ne les a pas affectés.

L'impression des jeunes était que la gestion de la pandémie a été centrée sur la protection des plus âgés, en sacrifiant ainsi les générations les moins à risque. Mais si le mot « sacrifice » est prononcé, c'est que la souffrance peut se muer en colère et le conflit entre les générations perdre son côté formateur et émancipateur. L'enquête a déjà trouvé que les jeunes sont « cyniques » quant aux intentions des autorités : 23% pensent que les restrictions (confinements, couvre-feux etc.) sont appliquées juste pour « créer un contrôle apparent » de la situation sanitaire et 20% pour « contrôler » tout court les citoyens. Seuls 14% des 60 ans et plus pensent la même chose...

Les personnes affectées économiquement ont été les plus méfiantes envers les intentions des gouvernements qui ont imposé des confinements ou couvre-feux : seulement la moitié pensent que c'était pour éviter la contagion...

Le degré de sévérité des mesures varie aussi. On trouve étonnamment dans le bas du tableau la France, où 42% des répondants pensent que les mesures n'étaient pas assez sévères. En Pologne le pourcentage est de 37%, en Suède 52%. Mais dans ce dernier pays il y avait très peu de restrictions, ce qui a fait grimper le nombre de morts notamment dans les Ehpad...

COVID19 et libertés ne font pas bon ménage. Seuls 22% des répondants se sentent « libres » dans leur vie quotidienne aujourd'hui (64% avant la pandémie). Parmi ceux qui ne se sentent pas « libres », on trouve en majorité ceux qui ont subi des conséquences économiques (37%) et non ceux concernés par la maladie (26%).

Qui est responsable de la crise qui n'en finit pas ? 34% répondent « les individus » qui ne respectent pas les règles, 10% « les individus qui rentrent de voyage ». Ils sont 16% à blâmer les gouvernements, 13% à insister (encore !) que ce sont les Chinois, mais seulement 5% à pointer « le nationalisme vaccinal » et 5% « les décisions de la Commission européenne concernant les vaccins ».

La faiblesse de ces derniers pourcentages interroge : est-ce par manque d'information sur ces deux facteurs aggravants ? Est-ce par adhésion à cette politique ? Inquiétant aussi le très faible pourcentage (2%) qui incrimine les multinationales. La communication de plusieurs gouvernements européens, notamment ceux d'obédience néolibérale, que la « responsabilité individuelle » était le facteur numéro un susceptible de combattre la pandémie serait-elle si bien assimilée par les citoyens ? Aurait-on oublié le préfixe « pan- » qui indique que c'est une affaire *collective* par excellence ?

Une bonne nouvelle pourtant : seulement 3% des répondants pensent que les migrants sont responsables. La preuve que les vellétés de fermeture étanche des frontières prônée par l'extrême droite raciste et nationaliste n'ont pas tellement pris. Sans que ce soit un signe d'un bon accueil des migrants, déjà le fait de ne pas en faire des boucs émissaires est un signe positif, car souvent en période de crise les personnes venues d'ailleurs cristallisent les peurs et les angoisses.



La conclusion laisse entrevoir des divisions tant entre pays, qu'au sein des pays eux-mêmes, avec l'extrême droite en embuscade : selon elle, le but des restrictions est de contrôler des citoyens et non d'endiguer le virus. 37% des sympathisants du RN-FN en France ont donné cette réponse.

Si l'on doit retenir une leçon de cette enquête, c'est la division entre générations. Les politiques publiques (et du coup les « plans de relance ») doivent y être particulièrement attentives. D'où la nécessité de ne pas leur offrir comme avenir une précarité durable.

L'article du *Guardian* :

<https://www.theguardian.com/world/2021/sep/01/covid-toxic-divides-could-shape-europe-years-study>

Lire l'enquête sur le site du ECFR :

<https://ecfr.eu/publication/europes-invisible-divides-how-covid-19-is-polarising-european-politics/>

Afrique du Sud

Produire des vaccins oui, mais pour les autres

Le 16.08.2021, le *NYTimes* a rendu l'affaire publique. Tout de suite, l'alliance *The People's Vaccine*, via son compte Twitter, l'a diffusée très largement. La juriste sud-africaine Fatima Hassan, militante de la première heure pour la justice vaccinale dans son pays et au delà, l'a aussi beaucoup commentée sur son propre compte Twitter. Même pas deux semaines après, cela a été repris dans un dossier bien informé de *La Croix* du 23.08.2021 sur les inégalités vaccinales qui touchent notamment l'Afrique.

Car il s'agit d'un scandale avec des conséquences néfastes tant pour l'Afrique du Sud que pour les autres pays africains.

La multinationale J&J a donné le feu vert pour une production de son vaccin en Afrique du Sud, sous ses auspices bien sûr. La compagnie a autorisé cette production prétendument pour faciliter la vaccination des Africains, car son vaccin mono-dose et facile à conserver est adapté aux réalités africaines. Cela aurait pu être le début d'une période d'espoir, même si on n'est pas encore à la levée des brevets et à la production massive et décentralisée.

« Cela n'a pas eu lieu ».

Cette phrase, détachée du reste de l'article du *NYTimes*, vient comme un couperet. Les explications qui s'ensuivent sont malheureusement attendues. J&J n'est pas une entreprise philanthropique, mais une entité capitaliste. En tant que telle, elle vise le profit maximum. Mais en temps de pandémie, elle aurait pu penser aussi à l'utilité de ses vaccins.

L'Afrique du Sud attend déjà la livraison de 31 millions de doses commandées avant à J&J. On ne lui en a livré que 2 millions. 7% de la population est vaccinée. Le variant delta s'y propage à grande vitesse.

J&J n'a pas autorisé les usines du pays à *produire* à proprement parler, seulement à mettre en flacon et en boîte les vaccins qui arrivent d'ailleurs. Mais même cela pourrait être satisfaisant, si les doses restaient au pays. Or ce n'est pas du tout le cas. Les millions de doses qui sortent d'*Aspen Pharmaceuticals* sont destinées pour la plupart à l'exportation notamment en Europe, selon J&J elle-même, ce qui fait dire à Glenda Gray, une chercheuse sud-africaine qui a mis en place les essais cliniques : « c'est comme si le pays faisait à manger pour le monde et qu'il voyait la nourriture partir pour être livrée aux pays riches, tandis que sa population mourait de faim ».

Pourquoi cette anomalie, tandis que, quand des vaccins étaient produits dans d'autres pays, par exemple européens, ou aux États-Unis, c'était pour leur propre population ? Même en Inde les choses ont changé (cf. entre autres *Fenêtre* n°19), car le pays a gelé ses exportations quand le variant delta y a fait des ravages.

La réponse est que le contrat avec J&J, dont le *NYTimes* a eu connaissance malgré son caractère « confidentiel », le stipulait : l'Afrique du Sud ne devait pas imposer des limites aux exportations. Le porte-parole du ministère de la santé sud-africain, cité par le journal, le confirme : c'était ça ou rien. J&J a bien « promis » que des vaccins produits par *Aspen Pharmaceuticals* resteraient au pays, sans pour autant préciser combien.

L'Union africaine avait commandé 400 millions de doses. Mais les doses sud-africaines qu'elle a reçues pour distribuer à ses membres ne sont qu'une goutte d'eau dans l'océan. Seulement 2% des Africains sont vaccinés. Certes, comme le dit bien un article du dossier de *La Croix* mentionné ci-dessus, des pays comme le Mali ont aujourd'hui bien des soucis qui les éloignent du vaccin : la menace terroriste, mais aussi le retour de maladies infectieuses graves qu'on pensait éliminées, comme la polio (à cause des « trous » dans la vaccination des enfants) et un système de santé défaillant. Mais la COVID19 y tue des gens. Il en est de même au Sénégal. Et ces gens sont jeunes...

Devant la levée des boucliers de l'Union africaine et des organisations comme *The People's Vaccine* ou *Physicians for Human Rights*, J&J a déclaré que « cette année, elle a fourni 500.000 doses aux soignants sud-africains » et que « désormais *Aspen* produira seulement pour l'Afrique ». Or *Aspen* ne « produit » rien et dépend de la quantité de matière qui lui est livrée.



Une contamination à l'usine de production de Baltimore a rendu inutilisable une quantité importante de matière qui devait parvenir à *Aspen*. Elle a dû se fournir aux Pays-Bas. Et contrairement aux déclarations de J&J, *Aspen* déclare ne pas pouvoir contrôler où vont les doses qui sortent de ses lignes d'emballage. Il paraît que 40% ira en Europe et 60% en Afrique. L'UE a dit qu'initialement le pourcentage qui resterait en Afrique était de 10%, mais que maintenant elle a changé d'avis et consenti à plus. Une « concession » ? Quand on compare le taux des cas graves et des morts ici et là-bas, c'est honteux.

Le Dr Jeremy Nel, un infectiologue sud-africain, a déclaré au *NYTimes* : « cette troisième vague, en terme de morts, était celle qui nous a brisé le plus le cœur, car ces morts étaient évitables. On voit des dizaines de gens mourir, tandis qu'ils avaient droit au vaccin et auraient pu être parmi les premiers à le recevoir ».

Certains critiquent l'Afrique du Sud car elle a trop misé sur COVAX et a tardé de négocier avec les compagnies pour avoir les vaccins. Mais justement, si COVAX a été créée, même avec tous ses défauts, manques de financement et retards, c'était pour ne pas laisser les pays seuls face aux multinationales.

Aspen a pris l'initiative en novembre dernier à entrer en négociations avec J&J, mais c'était une initiative isolée. Aujourd'hui, le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, dit qu'*Aspen* « nous appartient » et

qu'elle « produira des vaccins qui nous sauveront ». Bien obligé, car autrement il n'aurait pas de vaccins du tout. C'est la loi du marché « libre » : face à une pandémie qui est une affaire collective, mondiale, par excellence, on veut nous faire croire que chacun pourra s'en sortir tout seul. Chacun négociera non selon ses besoins, mais selon ses moyens. Le prix payé par l'Afrique du Sud sera de 10\$/dose. L'UE paie 8,5\$/dose...

Le contrat entre l'Afrique du Sud et J&J contient, selon le *NYTimes*, une clause bien gênante pour le pays : il protège la compagnie de presque toute poursuite de la part de personnes qui éventuellement chercheraient un dédommagement pour cause d'effets secondaires. Le risque serait supporté presque entièrement par le gouvernement. Cela nous rappelle les contrats similaires signés par l'UE avec d'autres compagnies de Big Pharma (cf. *Fenêtres* n°15, n°16 et n°17).

En réalité, le contrat est « tout bénéfice » pour J&J qui, de plus, n'a pas tenu ses promesses et n'a livré que 1,5 million de doses en tout, tandis qu'elle aurait dû en livrer 2,8 millions fin juin, 4,1 millions jusqu'à la fin septembre et autant jusqu'à la fin de 2021. C'est sûr, à ce rythme on ne va pas très loin. Le Dr Salim Abdool Karim, ancien porte-parole du comité consultatif COVID19 de l'Afrique du Sud, a raison : « finalement, la solution à notre problème est de produire nous-mêmes nos propres vaccins ».

« Un vaccin pour le peuple, non pour le profit », comme le proclame *The People's Vaccine*. Vivement la fin des négociations interminables sur la levée des brevets à l'OMC.

L'article du *NYTimes* :

<https://www.nytimes.com/2021/08/16/business/johnson-johnson-vaccine-africa-exported-europe.html?searchResultPosition=1>

Le dossier de *La Croix* :

<https://www.la-croix.com/Sciences-et-ethique/Vaccination-contre-Covid-fosse-creuse-2021-08-22-1201171771>

Et le complément sur le Mali :

<https://www.la-croix.com/Monde/Au-Mali-coronavirus-passe-dautres-preoccupations-2021-08-22-1201171772>

Mise à jour du 3.09.2021 :

Victoire ! Les vaccins restent en Afrique ! La mobilisation a payé !

C'est pleine d'enthousiasme que la militante sud-africaine des droits humains Fatima Hassan annonce la bonne nouvelle sur Twitter, reprise par l'alliance *The People's Vaccine*. Le site d'information *Quartz Africa* nous apprend que finalement les vaccins fabriqués par *Aspen* pour le compte de J&J, qui étaient censés être exportés vers l'UE, resteront en Afrique pour couvrir les besoins criants des pays du continent.

Il a fallu des semaines de pression de l'Union africaine, ainsi que l'intervention du président sud-africain et même de la Commission elle-même (qui a dû avoir honte devant un tel scandale l'exposant aux yeux du monde entier) pour que J&J décide de stopper les exportations.

De plus, le représentant de l'Union africaine Strive Masiyiwa a déclaré que les 20 millions de doses déjà exportées devaient être rendues. L'UE a déclaré (peut-être pour ne pas perdre complètement la face) que ces exportations n'étaient qu'une solution « temporaire » après qu'une usine de J&J aux États-Unis avait rencontré des problèmes qui l'ont empêchée de produire les doses prévues.

La mobilisation ne doit pas faiblir. L'article de *Quartz Africa* se termine en rappelant que les pays africains sont censés recevoir un demi-milliard de doses d'ici la fin de 2021, mais l'approvisionnement se fait au compte-gouttes pendant que les pays développés se sont procuré les doses pour commencer des campagnes de « troisième dose pour tous ».

<https://qz.com/africa/2055010/jj-vaccines-produced-in-south-africa-will-remain-in-africa/>

Birmanie/Myanmar

Comme si la junte ne suffisait pas...

... ils ont la COVID et en meurent. Le *NYTimes* du 22.07.2021, dans son information quotidienne sur la COVID19 aux États-Unis et dans le monde entier, donne cette information qui renseigne sur la cruauté de la junte militaire : un éminent prisonnier politique est mort de la COVID19, d'autres sont dans un état critique. Comme si les morts causés par la répression sanglante des mobilisations syndicales et populaires contre la dictature, quelques 900 personnes depuis le coup d'état militaire d'avril dernier, n'avaient pas rassasié l'appétit sanglant des putschistes...

Le prisonnier mort, Nyan Win, était l'un des porte-parole du gouvernement élu que la junte a renversé ; il était l'avocat de la dirigeante Aung San Sur Kyi. Il avait 79 ans. Il avait été contaminé dans la prison d'Insein, le plus grand pénitencier du pays, où la junte l'avait enfermé pour « sédition ». Ce n'est que le 11 juillet, 10 jours avant sa mort, que la junte avait accepté de le transférer à l'hôpital de Yangon, où il a fini sa vie.

Mais la junte ne s'est pas contentée de laisser mourir Nyan Win et souffrir d'autres prisonniers politiques contaminés par la COVID19. Elle a détruit le déjà défaillant système de santé du pays, car elle a « mis de côté » des stocks d'oxygène médical et d'autres équipements nécessaires pour soigner les malades du coronavirus. Elle a aussi « redirigé » les vaccins, déjà très insuffisants, dont dispose le pays, vers les militaires et les personnes qui « soutiennent officiellement la junte », selon les défenseurs des droits humains et les représentants du parti politique « Ligue pour la démocratie » renversé par le putsch. Une manière de tuer ses adversaires en les privant de traitement. Ce n'est pas moins inhumain que de leur tirer dessus.

Selon les médecins, ce détournement de matériel médical a généré un juteux commerce au marché noir. La junte a donc potentiellement gagné de l'argent en laissant mourir la population. Des centaines de vies prématurément perdues, toujours selon les médecins.

La Birmanie/Myanmar a des frontières avec l'Inde : ce n'est donc pas étonnant que la vague du « variant Delta » y soit si importante. La junte a rempli les prisons : ce n'est donc pas étonnant que les prisonniers tombent comme des mouches.

On se rappelle que l'Internationale de l'éducation (IE) a depuis le début du putsch exprimé sa solidarité avec les syndicats du pays qui affrontaient la répression sanglante.

Dans une information publiée sur son site le 15.06.2021, elle dénonce le fait que « plus de 125.000 enseignants ont été suspendus dans tout le pays, en représailles contre ceux qui se sont soulevés pour la démocratie, en premier lieu les syndicats des enseignants ». Les universitaires ont aussi subi des représailles pour avoir fait grève et manifesté contre la junte : 11.000 d'entre eux suspendus. David Edwards, le secrétaire général de l'IE, pense que les syndicalistes et le peuple qui luttent contre la dictature militaire ne doivent pas être laissés seuls.

Un représentant des enseignants (dont l'IE ne donne pas le nom pour des raisons évidentes) précise que la suspension sans salaire de ces 125.000 enseignants sur un total de près de 430.000 va fortement pénaliser la réouverture programmée des établissements, fermés pour cause de COVID. « Les élèves ne se sentent pas en sécurité », dénonce-t-il. 90% du personnel et des parents continuent de boycotter cette réouverture et manifestent avec le slogan : « nous n'avons pas besoin d'une éducation inféodée aux militaires ». Dans un tweet, un ancien enseignant montre que les militaires occupent les écoles et « enrôlent » les élèves.

Rappelons que la CGT de Total avait demandé au PDG de l'entreprise de se retirer de Myanmar pour ne pas cautionner la junte. On vous laisse deviner la réponse. Même chose pour le SNJ-CGT et Bolloré

(Canal+). Les grande firmes françaises n'ont pas eu d'état d'âme et n'ont pas suivi l'exemple de plusieurs de leurs homologues d'autres pays qui ont eu au moins la décence de se retirer du pays.

On sait que l'argent n'a pas d'odeur. Mais face aux morts, opposants fusillés ou patients COVID, ces firmes françaises pourraient au moins sauver les apparences.

L'article du NYTimes :

<https://urlz.fr/gSNK>

Sur le site de l'IE :

<https://www.ei-ie.org/en/item/25058:burmese-military-junta-crackdown-on-125000-teachers-and-try-to-take-over-schools>



États-Unis

Le marché noir des faux certificats de vaccination se porte bien, merci.

Certes, ce n'est pas le seul pays où les certificats de vaccination anti-COVID sont falsifiés et vendus au marché noir. Mais l'article du journal *The New Republic* (TNR) du 27.08.2021 qui décrit comment ce système fonctionne aux États-Unis pointe une question cruciale quant à la politique de santé publique face à la pandémie : pourquoi n'existe-t-il pas de règlement fédéral quant à la nécessité ou non de présenter son certificat de vaccination ? Pourquoi cela dépend-il des états, c'est-à-dire, comme il est très justement précisé, « des institutions qui travaillent avec ces états » ?

Comme la réponse à la pandémie a été fortement politisée, l'administration fédérale a préféré botter en touche : pas d'obligation de quoi que ce soit ; les gouverneurs sont priés « d'aider » et de décider s'il faut ou non être vacciné pour des activités à l'intérieur (salles de sport, bars, restaurants...). Le chaos qui s'en est suivi a permis au marché noir de se développer.

Molly Osberg, la journaliste du TNR a trouvé des tas de vendeurs « grand public » sur Telegram ou Instagram, voire sur des sites de vente en ligne qui ont pignon sur rue, comme Shopify ou même Amazon. D'autres, plus recherchés, sont sur le *dark web*. Elle a choisi un vendeur qui se fait appeler « Dr Will » et qui prétend que « la seule façon d'être libre et de rester à l'écart de tout ça [les effets secondaires terribles

du vaccin] est de se procurer une carte COVID19 conforme à la loi » (c'est-à-dire ressemblant en tout point à l'officielle). Le prix à payer ? 250\$. Pas cher ? Cela dépend pour qui et pour quoi faire.

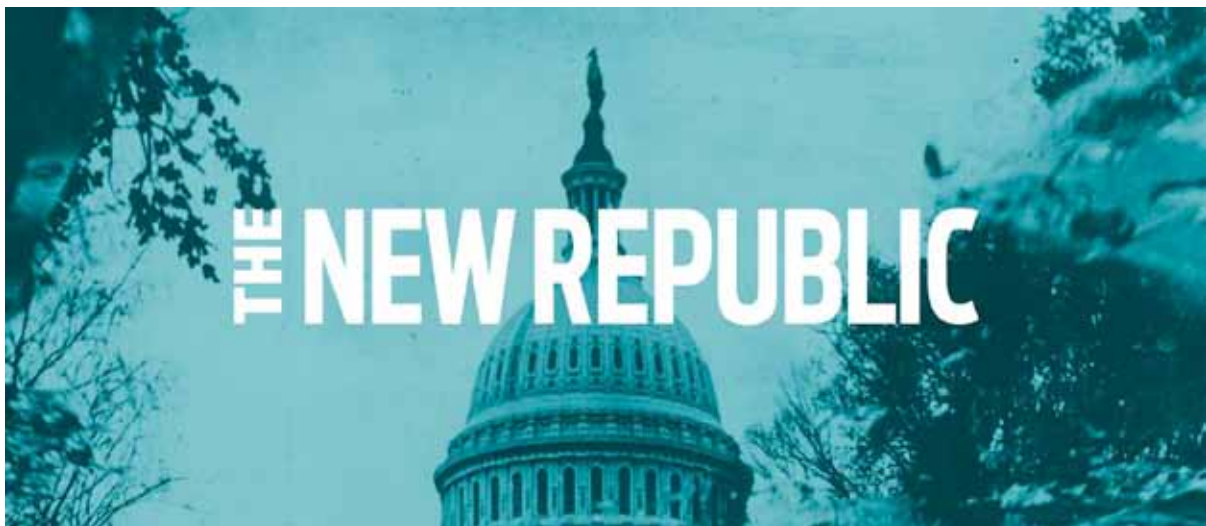
Molly imagine ce qu'elle pourrait faire en dépensant cette somme. Histoire de voir si les acheteurs en ont pour leur argent. Ils doivent être nombreux, étant donné le nombre de vendeurs qui pullulent. Elle imagine même pouvoir se passer du vendeur, puisque, moyennant une certaine familiarité avec des logiciels de mise en page et de travail sur la photo, elle pourrait, en consacrant un peu de temps, fabriquer sa propre carte et la charger sur l'application officielle de la ville de New York, « une ville avec des règles vaccinales parmi les plus strictes du pays », selon elle. Libre à elle ensuite d'aller dans ses bars favoris de Brooklyn ou de Manhattan, où « des employés de bar fatigués, payés 15\$/heure » sont censés vérifier les certificats des clients, ce qu'ils ne font bien sûr pas.

Si Molly habitait San Francisco, elle aurait droit d'aller dans une salle de sport. Si elle n'était pas journaliste, elle aurait pu retourner à son bureau comme les employés de Facebook ou de McDo (mais pour McDo, pas besoin d'être vacciné pour travailler au comptoir, en contact quotidien avec les clients : on ne protège que ceux qui travaillent dans les bureaux...). En matière de loisir, elle s'offrirait bien une croisière aux Bahamas ou un séjour à Hawaii : les heureux détenteurs de cette carte évitent la quarantaine.

L'essor du marché noir des certificats de vaccination états-uniens a un côté que Molly Osberg trouve « ridicule » et « paranoïaque ». Il sert à des gens qui se font beaucoup d'argent en anticipant quelque chose que l'administration fédérale n'a aucune intention de mettre en place, comme elle n'a pas mis en place une obligation fédérale concernant le port du masque. Car elle ne peut le faire que pour ses propres employés, qu'elle a depuis obligés de se faire vacciner. Elle agit donc en Ponce Pilate : elle soustrait la prise de décision, ce qui a comme conséquence la hausse des contaminations dans plusieurs états du sud qui refusent d'imposer quelque obligation que ce soit à leurs habitants.

Cependant, si le marché est florissant, c'est que les sirènes des vendeurs sont séduisantes : les acheteurs ont peur qu'on les oblige à « porter une étoile jaune » (comme l'a dit la médiatique égérie d'extrême droite Marjorie Taylor Greene) ou qu'on les traîne par la force dans les centres de vaccination pour « leur injecter un poison ». Dans le pays où la liberté « individuelle » (ou l'individualisme) est roi et que la notion de service public ou de bien public est assez marginale, agiter la peur des futures règles collectives imposées par l'administration fédérale marche bien.

À moins que, comme l'indique à juste titre la conclusion de Molly Osberg, ces faux certificats n'aient pas de rapport avec le gouvernement. Car ce marché est surtout le signe de la privatisation des règles et consignes sanitaires : on rend responsables des contrôles les entreprises, qui chargent de la vérification leurs salariés, fatigués et sous-payés.



La sélection par l'argent marche bien dans les deux sens : ceux qui ont 250\$ ou plus à dépenser peuvent frauder pour assouvir leur désir de « désobéir » au gouvernement fédéral ; ceux qui n'en ont pas (et qui voudraient juste un meilleur salaire et des conditions de travail décentes) deviennent leurs contrôleurs sans pour autant être payés plus. Le marché est « libre ». *C'est le capitalisme, idiot !*

<https://urlz.fr/gSNl>

Grèce

Au milieu des incendies et des protestations des forestiers, il faut préparer la rentrée scolaire

La présidente du syndicat des médecins hospitaliers d'Athènes et du Pirée (EINAP) est formelle : si on ne vaccine pas les élèves dans chaque établissement scolaire, on va vers d'énormes difficultés à la rentrée. C'est ce que le Dr Martina Pagoni a déclaré à la télévision le jeudi 19.08.2021, repris par le site d'information indépendant *The Press Project*. Mais comment faire ?

Le Dr Pagoni, qui sait de quoi elle parle puisqu'elle voit tous les jours des jeunes patients COVID arriver à l'hôpital, demande un centre de vaccination par école ou université. C'est seulement dans ces conditions qu'elle pense pouvoir rouvrir en toute sécurité, ce que tout le monde souhaite évidemment. Elle rassure les parents et les plus jeunes : « les études concernant les enfants de 12 à 17 ans sont sûres », pas de risque. La proximité du vaccin, qui ira ainsi aux jeunes au lieu d'attendre que les jeunes aillent le trouver, contribuera, selon le Dr Pagoni, à construire l'immunité de groupe de 80% dont le pays a besoin.

La vague actuelle en Grèce est une « vague jeune », dit encore le Dr Pagoni. Le variant, 50 à 70% plus contagieux, concerne surtout les jeunes. C'est un « variant difficile », selon elle. Mesurée et ferme mais non alarmiste, elle explique aussi que les « anti-vaccins sont 6-7% ». Le reste de ceux qui ne se vaccinent pas ou ne vaccinent pas leurs enfants, 35-37% de la population, sont des gens qui réfléchissent : « nous nous adressons à eux et essayons de les convaincre avec des arguments scientifiques ».

Car le tourisme et le relâchement des mesures de sécurité, annoncées pourtant comme incontournables par les autorités au début de la période, a teint en rouge la plupart des îles grecques. Les habitants avaient beau protester, les estivants pensaient arriver en terrain sûr et pour la plupart enlevaient leur masque.

« Le masque, tu ne dois pas avoir quelqu'un derrière toi qui te dise que tu dois le porter », tonne le Dr Pagoni. Mais elle oublie de mentionner le fait que les attestations « COVID free » requises pour aller dans les îles, lancées en grande pompe médiatique, n'ont servi à rien, car personne ne les contrôlait. En Grèce, pendant l'été, on a très souvent entendu parler des « corono-parties » qui auraient lieu dans les îles. Peut-être les gens qui en parlaient en ont-ils exagéré concernant le nombre, mais elles ont réellement existé.

La sage parole de la présidente de l'EINAP n'est pas arrivée au ministère de l'éducation nationale, trop préoccupé à mettre les enseignants au pas grâce à un système « d'évaluation » que tous rejettent, et à réduire le nombre d'étudiants à l'université grâce à un nouveau système qui pousse les « exclus » vers les établissements privés. Mais ces derniers sont exonérés de l'obligation de se conformer aux mesures du public : comment être sûr que, même au cas où le Dr Pagoni serait entendu et la vaccination organisée dans chaque établissement, ils vont la mettre en place ? Avec quel personnel ? Quel budget ? En ponctionnant davantage les étudiants qui paient déjà cher ?

Comme pour les incendies qui ont ravagé le pays, le prétendu « État stratège » a été un roi nu : pas de stratégie, pas de planification, comme si l'été dernier (pour la COVID19) et celui d'il y a trois ans (pour les incendies ravageurs) n'avaient rien enseigné.

Voilà pourquoi le président du syndicat des gardes forestiers a publié un court post sur Facebook, repris par *The Press Project*, où, comme le Dr Pagoni, il ne mâche pas ses mots contre ces « imbéciles et incapables qui laissent le feu se promener et pensent que l'autoroute le stoppera », car ils n'ont « aucune notion de ce qu'est une forêt », où l'on peut trouver de la matière inflammable « naturelle ».

Ceux qui ont soi-disant « coordonné » la lutte contre les incendies n'ont, selon le syndicaliste, aucun rapport avec la forêt. Ils pensent la connaître « ayant obtenu un diplôme d'avocat, d'économiste, ou étant des chefs d'entreprise », mais sont incapables d'écouter les forestiers qui demandent que les véhicules soient stationnés aux endroits-clés et bien répartis dans les zones à risques, que des postes d'observation soient installés (au lieu d'attendre que les habitants avertissent des départs de feu...) et qu'on mette fin aux « rapaces qui attendent pour dépecer les chairs » après le feu, sans être arrêtés par des clôtures et des plans de reboisement.

« En 2009, le feu avait enjambé l'autoroute. Les forêts ne sont pas des parcs ou des squares. Le feu a été laissé se promener pendant 10 jours du golfe d'Eubée à la mer Égée » : mais qui écoute les forestiers ?

Vos traducteurs ne sont pas allés en vacances en Grèce, ils doivent donc s'exercer à nouveau. Voici de la matière pour eux :

L'intervention du Dr Matina Pagoni :

<https://thepressproject.gr/na-emvoliastoun-ta-paidia-sta-scholeia-na-yparchei-monada-se-kathe-scholeio-i-protasi-tis-einap/>

La colère du président des forestiers :

<https://thepressproject.gr/epithesi-tou-proedrou-omospondias-dasofylakon-kata-ilithion-kai-anikanon-pou-afinoun-ti-fotia-na-kanei-voltes/>



www.thepressproject.gr

Réfugiés, n'oubliez pas de présenter votre certificat de vaccination ou de test négatif !

Le 24.08.2021, le *Journal des rédacteurs* titre ainsi un article qui dévoile le scandale (qu'on pourrait aussi appeler « Ubu chez les Grecs ») : les réfugiés arrivent déracinés et persécutés dans les canots pneumatiques, risquant leur vie ; sauvés de la noyade, ils se retrouvent dans des structures de quarantaine mises en place par les autorités grecques ; mais avant... on les taxe d'une amende de 5.000 euros, pour manque de conformité avec le protocole COVID !

« Dès qu'on leur dit bonjour, on leur demande de payer », s'indigne le journal. Le fameux protocole est bien sûr en place pour toute personne arrivant au pays. Si vous avez voyagé en Grèce depuis mai dernier, on vous a demandé de présenter un certificat de PCR négatif ou de vaccination, et de remplir un formulaire de « localisation » (de traçage), pour qu'on puisse vous contacter en cas de contamination COVID.

Mais tout cela est mis en place pour les arrivées régulières et surtout les touristes. Comment demander à des personnes qui souvent n'apportent avec elles que leurs vêtements de... montrer patte blanche ? D'ailleurs, à quoi servent les structures de quarantaine si ce n'est à faire tester les arrivants et à profiter du fait qu'on les a sous la main pour les vacciner ?

Cette amende est illégale. Elle avait été imposée à 25 personnes, d'après le *Journal des rédacteurs* (cela signifie que l'État espérait 125.000 euros, une bonne affaire). De plus, on les a dupées : on les a extraites de la structure de quarantaine soi-disant pour les faire enregistrer ; on leur a fait signer un formulaire... en grec, sans traduction ni en arabe, ni dans des langues africaines (et pas de traducteur, selon le journal). Les réfugiés ont signé, faisant confiance. On leur a donc signifié que la somme allouée par l'État aux nouveaux arrivants pour subvenir à leurs besoins d'urgence allait être amputée de 5.000 euros, le montant de l'amende. Mesdames, messieurs, vous n'aviez qu'à avoir des papiers !

Heureusement, l'illégalité a été reconnue et cet abus a cessé suite aux protestations. Le *Journal des rédacteurs* s'en félicite le 26.08.2021. La police a dit que c'était « une interprétation erronée » (sic). Mais il paraît que ces réfugiés sont toujours inculpés d'avoir contribué à la diffusion du coronavirus !

Voilà comment le pays de Zeus Xenios (le dieu de l'hospitalité) s'apprête à accueillir les réfugiés afghans qui ne manqueront pas d'y arriver.

Vos traducteurs s'indigneront avec vous :

https://www.efsyn.gr/ellada/koinonia/307513_katatregmenoi-kai-xerizomenoi-min-xehasete-na-kanete-test

https://www.efsyn.gr/ellada/koinonia/307753_esbisan-ta-prostima-meta-tin-katakraygi



Israël

Un survivant de l'Holocauste face aux anti-vaccins

C'est un « papy dansant » qui s'affiche sur la plateforme TikTok fréquentée par les jeunes. Il y est très actif avec ses vidéos destinées aux jeunes (mais aussi à tout le monde), sa musique moderne, ses figures de danse et surtout sa volonté d'expliquer la Shoah dont il est l'un des rescapés. À 86 ans, Gidon Lev ne se laisse pas intimider. S'il a décidé d'accepter de s'afficher ainsi, c'est qu'il veut transmettre son expérience de façon audible et compréhensible par les jeunes, sans leur faire la leçon, mais en mettant les points sur les i et les lignes rouges là où il faut.

C'est ainsi que celui à qui on peut « poser toutes les questions possibles sur l'Holocauste » s'est mis à réagir quand il a vu les comparaisons entre les mesures de contrôle de la pandémie COVID19 et les techniques des nazis dans les camps d'extermination.

Car Gidon a porté l'étoile jaune que certains ont assimilée à l'obligation de porter un masque ou de se faire vacciner. Sa première réaction sur TikTok était « non, ce n'est pas ok. Le survivant de l'Holocauste n'est pas d'accord avec ceux qui comparent l'Holocauste et le vaccin ».

Pour mieux se faire comprendre, il a mis cela sur fond sonore « djeune » ! Sans longues théories, mais fermement, il a ensuite répondu à une interview : « Je rejette totalement cette comparaison. Garder les gens en bonne santé et les sauver de la souffrance est aux antipodes de ce que les Allemands ont fait. Je voudrais expliquer que nous forcer à porter l'étoile jaune n'avait pas pour objectif de nous identifier (NDLR. comme juifs), c'était pour nous déshumaniser ».

Le « papy TikTok », comme il est surnommé dans l'article de *Haaretz* du 2.09.2021 qui nous raconte son histoire, a commencé à poster ses vidéos seulement à la mi-juillet, mais tout de suite il a eu presque un million de « like » et plus de 40.000 abonnés. Il s'est pris au jeu et s'identifie désormais comme « *Official #TikTokGrandpa* ». Détendu, moderne, mais on ne peut plus sérieux quand il parle de sujets graves.



Le grand mérite de ce papy singulier est de ne pas se contenter de parler du passé douloureux. C'est pourquoi son message peut être mieux compris par les jeunes qui fréquentent la plateforme. L'une de ses vidéos par exemple est sur la danse : « après l'Holocauste, j'étais trop pauvre pour prendre des leçons de danse ; j'ai donc fabriqué mes propres chaussures de danse et appris tout seul ! ». Sa vidéo dansante est la plus populaire, mais elle n'est pas là juste pour amuser la galerie : elle introduit les réponses aux « 3 questions qu'on pose tout le temps à un *#Holocaustsurvivor* ».

Quand l'un de ses abonnés lui a donc dit « ne t'occupe pas de ceux qui dénie la COVID, ils sont fous » (réaction apparemment de bon sens), Gidon a voulu remettre les choses en place : « sais-tu qui était qualifié de "fou" par les gens dans les années 1920 ? Les Nazis ».

Gidon a été l'un des 92 enfants survivants de Theresienstadt. Presque 150.000 enfants ont péri dans les camps. Il a perdu 26 membres de sa famille, dont son père, à Auschwitz. Après la guerre, il est allé aux États-Unis, puis au Canada, puis en Israël en 1959. Il a six enfants, 15 petits-enfants et 2 arrière-petites-filles. C'est son actuelle compagne (et éditrice, car Gidon est aussi auteur) qui a eu l'idée de TikTok, quand la COVID19 a arrêté les tournées de promotion des livres et les séances de dédicace. Gidon, qui commençait à déprimer, y a trouvé une nouvelle jeunesse, comme le montrent les copies d'écran de ses posts.

Longue vie au « papy TikTok » !

<https://urlz.fr/gsNH>

Italie

Les syndicats s'expriment pour la vaccination

Les syndicats italiens ne sont pas à assimiler aux « anti-vaccin ». C'est la déclaration officielle inter-syndicale des confédérations des transports, FILT-CGIL, FIT-CISL et UIL-Trasporti du 31 août qui l'affirme, mettant ainsi fin aux diverses rumeurs et déclarant du même coup « irresponsable » le blocage des trains annoncé par les protestataires « anti-passe vert ». Ensuite, selon le quotidien *Il Manifesto* du 1.09.2021, cette prise de position est devenue nationale.

Les protestataires qui refusent la mise en place du « passe vert » pour les trains à grande vitesse avaient annoncé leur volonté de bloquer la circulation. Cette annonce, comme la réponse syndicale, sont parties de Gênes, où les manifestations attendues pourraient être les plus fortes. Mais les syndicats des transports tiennent à leur service public essentiel, le train, garant de la mobilité des citoyens. « Ceux qui décident de l'interrompre de façon arbitraire au nom de la liberté de ne pas se faire vacciner n'auront pas le soutien des syndicats parce que ce serait une violation de la loi et parce que les syndicats soutiennent la campagne vaccinale tant pour les travailleurs que pour les usagers des transports ».

Les confédérations rappellent que le vaccin est pour l'instant « la seule arme » connue pour contenir la pandémie et éviter qu'on tombe malade, pour pouvoir vivre, travailler, profiter du temps libre et de diverses activités, ainsi que pour voyager en sécurité.

Pour autant les syndicats, qui réaffirment leurs actions en faveur de la protection de la santé et de la sécurité du personnel et des usagers, ne sont pas des suivistes aveugles. Ils sont du coup opposés au « passe vert » obligatoire dans les restaurants d'entreprise : c'est discriminatoire, car on ne peut pas séparer à l'heure du repas les collègues qui travaillent ensemble ; la restauration collective n'a rien à voir avec les restaurants privés, où on y va pour son loisir et plaisir, c'est un service essentiel pour le personnel.

Les syndicats appellent le gouvernement à instaurer par la loi une obligation vaccinale, mais prennent aussi une part active à la sensibilisation de la population, à commencer par les usagers des services publics. Bien évidemment ils sensibilisent d'abord leurs adhérents.

Si les grandes confédérations, CGIL, CISL et UIL ne sont pas pour l'obligation du « passe vert », la COBAS (Confédération des syndicats de base) est plus stricte : elle défend la généralisation du passe même pour la restauration collective ou les commerces, au nom de la protection de la santé des travailleurs. Son représentant national, Francesco Iacovone, cité par *Il Manifesto*, ne veut pas « cautionner cette partie du pays qui maintient des positions anti-scientifiques », et être considéré comme « un complice » de telles gens.

<https://urlz.fr/gSNF>



CGIL **VACCINIAMOCI**
PER NOI STESSI, PER GLI ALTRI

IL VACCINO

- È uno strumento che salva se stessi e gli altri
- È una responsabilità sociale e collettiva
- È un diritto che deve essere garantito ai cittadini e alle cittadine del mondo

PER SCONFIGGERE LA PANDEMIA SERVE

- Una legge sull'obbligo vaccinale
- La piena applicazione dei Protocolli Covid nei luoghi di lavoro. Vanno rafforzati non indeboliti. Mantenere mascherina, distanze e sanificazione
- Il potenziamento delle misure di tracciamento con la gratuità dei tamponi se obbligatori, contenimento e sorveglianza sanitaria

L'INFORMAZIONE SERVE PER SUPERARE PAURA E DUBBI

Diamo vita a una grande campagna di assemblee nei luoghi di lavoro sul valore e sull'utilità dei vaccini e dei Protocolli Covid

Mise à jour du 2.09.2021 :

« C'est un flop »

La protestation anti-passe vert qui était censée bloquer les trains et avait provoqué le rejet des syndicats des transports a échoué, selon *Il Manifesto*. Personne ou presque dans les rassemblements prévus dans les 54 gares des trains à grande vitesse, annoncés *via* la messagerie Telegram. Certes, le journal pense que le dispositif policier mis en place a découragé les participants, mais son impact n'était pas décisif, car les manifestants auraient très bien pu le contrer s'ils étaient nombreux et déterminés. Les organisateurs eux-mêmes étaient surpris et déçus, comme le montrent leurs messages sur les réseaux sociaux : ils avaient surévalué la mobilisation.

« Où êtes-vous ? » ; « mais il n'y a personne ??? », se demandent certains angoissés ou impatients ; « un flop total ; quatre chats : il y avait plus de journalistes », s'indignent d'autres, avec cette expression italienne féline imagée qui indique qu'il n'y a personne (*quattro gatti*). Ni à la station Triburtine à Rome (20 personnes), ni à Porta Nuova de Turin (40 personnes), ni à Milan (20 personnes), Naples (2 personnes), Florence (4 personnes). Et surtout aucune volonté de contrer la police, même si une manifestante à Milan et une autre à Turin ont été conduites au commissariat pour refus d'identification, et relâchées aussitôt.

Avec une pointe d'humour, *Il Manifesto* souligne que c'était un bon point pour la ministre des transports, mais surtout pour le chef de la police qui avait été accusé de laxisme par la Ligue et les *Fratelli d'Italia* (deux partis d'extrême droite) face aux migrants ou aux rave parties.

Et si l'énergie gaspillée à organiser des manifestations inutiles que même les félins boudeurs était plutôt canalisée à lutter contre les inégalités d'accès aux vaccins ou pour l'accueil digne des réfugiés et migrants ?

<https://urlz.fr/gSND>

Organiser l'accueil des réfugiés afghans par temps de pandémie

À Rome, quarantaine anti-COVID et solidarité vont de pair. Dans *Il Manifesto* du 2.09.2021, on nous explique comment la ville s'est organisée pour accueillir en toute sécurité un cinquième des 4.890 réfugiés exfiltrés de Kaboul après l'arrivée des Talibans.

Ces personnes passent dans la capitale italienne leur période de quarantaine obligatoire, avant d'être envoyées vers d'autres destinations. Il leur faut donc des lieux d'isolement, ainsi qu'un dispositif de tests et bien sûr les vaccins. C'est pourquoi la Région Latium a garanti 950 lits dans les « hôtels COVID », en coopération avec des organisations *Save the Children* et *Forum del terzo settore*, ainsi que des volontaires de l'assistance médicale et des médiateurs culturels.

Les bénévoles qui ont accueilli les Afghans ont d'abord veillé à leur procurer des vêtements et produits de première nécessité. L'appel aux dons a été couronné d'un grand succès, au point qu'ils ont été obligés d'arrêter la collecte ! Les résultats des tests ont été bons : seules 10 personnes positives. 200 personnes déjà vaccinées.

Les gérants des « hôtels COVID » qui accueillent les Afghans, souvent des familles entières, partagent avec leurs hôtes la satisfaction d'être sauvés et d'être arrivés dans un pays où ils se sentent en sécurité. Le seul regret pour les uns et les autres, comme l'exprime Carmine Tabarro, le coordinateur des bénévoles, est que les Afghans sont obligés de partir, affrontant ainsi une séparation de plus.

« Nous avons entendu des histoires trop dures », disent les bénévoles, qui ont créé un rapport de confiance avec les hôtes en quarantaine. Et si les gérants des hôtels mis à disposition pourraient ne pas renouveler l'expérience pour cause de saison touristique qui se poursuit, d'autres « hôtels COVID », comme une auberge de jeunesse gérée par des religieuses carmélites, sont prêtes pour la suite.

« Ce sont des gens si tranquilles », disent les hôtes. « Les Italiens sont si gentils, je voudrais apprendre l'italien », disent les résidents en quarantaine.

La pandémie et la guerre ne font pas que séparer les humains. Elles peuvent aussi les rapprocher. C'est un message d'espoir après tant de violence et de souffrance.

<https://urlz.fr/gSNB>

Vu du Kenya

Les Kenyans ne peuvent pas voyager à l'étranger assister à des conférences internationales

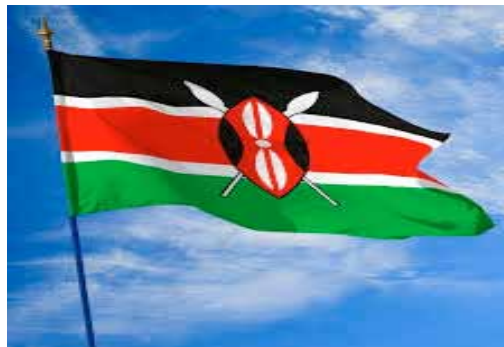
Pas assez de vaccins, usurpés par les pays riches. COVID19 en Afrique. Peur de la contamination puisque non vaccinés. Assignés à résidence. Mobilité internationale à l'image des inégalités exacerbées par la pandémie : lorsque les uns peuvent désormais voyager (moyennant quelques restrictions de type certificat de vaccination, ou quelques courtes périodes de quarantaine selon les pays), les autres restent à la maison. C'était déjà le cas avant : savez-vous que pour un Sénégalais aller au Ghana, tout près, c'est un voyage bien plus compliqué que la simple formalité qu'est pour un Belge de venir en France ?

Il arrive - et c'est une très bonne nouvelle d'une vie qui a hâte de recommencer - que les conférences internationales reprennent « en présentiel ». Mais le Kenyan qui s'exprime dans le *Guardian* du 16.09.2021 manifeste sa frustration.

Militant du climat en Afrique, fondateur d'un *think tank* dont le but est de trouver des solutions par et pour les Africains face à la crise climatique qui frappe, on le sait, plus durement les pays les plus pauvres, Mohamed Adow aurait bien voulu participer à la COP26 à Glasgow cette année. « En tant que Kenyan issu d'une communauté d'agriculteurs qui a eu l'expérience des ravages de la crise climatique, personne n'a plus envie que moi de voir une COP26 réussie. Mais cette année, à cause des restrictions dues à la pandémie qui concernent les participants du Sud global, je crains que la COP26 ne réussisse pas », écrit le directeur de *Power Shift Africa*.

Mohamed Adow, comme la plupart des Africains et en général des habitants des pays pauvres, a sa fierté. Même si le Royaume-Uni a dit vouloir « offrir un vaccin » aux participants du Sud qui ne peuvent pas se faire vacciner chez eux et de leur rembourser les jours de quarantaine obligatoire, il pense que cela ne suffit pas.

D'abord pour des raisons pratiques : au Kenya, plusieurs personnes ont reçu AstraZeneca (dont la gestion logistique est plus adaptée aux pays du sud que celle de Pfizer-BioNtech ou Moderna) tout récemment, à cause du retard de livraison des doses. Mais le délai pour pouvoir voyager est de 8 à 12 semaines après la deuxième dose, trop court pour assister à la conférence.



Ensuite, pour des raisons propres au pays, mais aussi à plusieurs autres pays en voie de développement : la « générosité » britannique n'a pas pris en compte le fait que les délégués de ces pays sont des personnes qui travaillent la terre ou dont les métiers exigent une présence au jour le jour (pour ne pas parler des travailleurs précaires). La COVID19 a déjà compliqué leur existence et réduit leurs revenus. Comment se permettre une absence longue qui inclut les jours ou semaines de quarantaine ? Comment se permettre de payer un billet d'avion qui risque d'être annulé au dernier moment, quand il leur est déjà si difficile de trouver un financement pour leur voyage ?

L'offre du Royaume-Uni ne serait-elle pas un moyen de passer sous silence son inaction (ou son hostilité) face à la demande de levée des brevets sur les vaccins, d'accélération de la production et de répartition équitable à toutes les populations du monde ?

Mohamed sait très bien qu'il faut des solutions urgentes pour que lui et ses semblables ne finissent pas en « réfugiés climatiques ». Mais il sait aussi que, si la COP26 se tient sans eux, elle n'atteindra pas son objectif. La COVID19 ne doit pas être un prétexte pour diviser le monde, déjà divisé à cause de la cupidité de Big Pharma et des pays riches. L'urgence ne justifie pas cette double peine : frappés par la pandémie sur le plan sanitaire et surtout économique, des pays comme le Kenya aspirent à l'égalité, non à la charité. Si l'on exclut des personnes comme Mohamed, c'est qu'on ne veut pas faciliter leur participation. Ce sera donc encore une réunion « de sommet » dont on ne pourra pas attendre grand-chose.

Mohamed pense aussi à l'hésitation de ses compatriotes et aux autres Africains de voyager loin quand la situation sanitaire reste instable : sans avoir été vaccinés, ils sont exposés à des formes graves de la maladie. Cette peur est une raison supplémentaire de limiter les déplacements. Vu l'état des systèmes de santé dans plusieurs pays du sud, ils savent que se soigner au pays (si la COVID19 se déclare après leur retour) reste aléatoire et même risqué.

Le Kenyan n'ira pas en Écosse. Voilà encore une conséquence de l'injustice créée par le « marché libre » des riches. Mohamed demande de reporter de quelques mois la COP26 et, en parallèle, d'appuyer sur l'accélérateur pour faire vacciner le plus possible d'habitants du Kenya et du sud en général. On lui répond que « le climat n'attend pas ». Comme s'il n'avait pas « attendu » pendant des décennies, malgré les alarmes... Le Kenya ne fait pas partie des responsables de l'urgence climatique. Les pays riches qui se sont approprié les vaccins anti-COVID sont les mêmes qui prétendent aujourd'hui qu'attendre quelques mois est impossible. Ils n'ont pas besoin des Mohamed à la COP26.

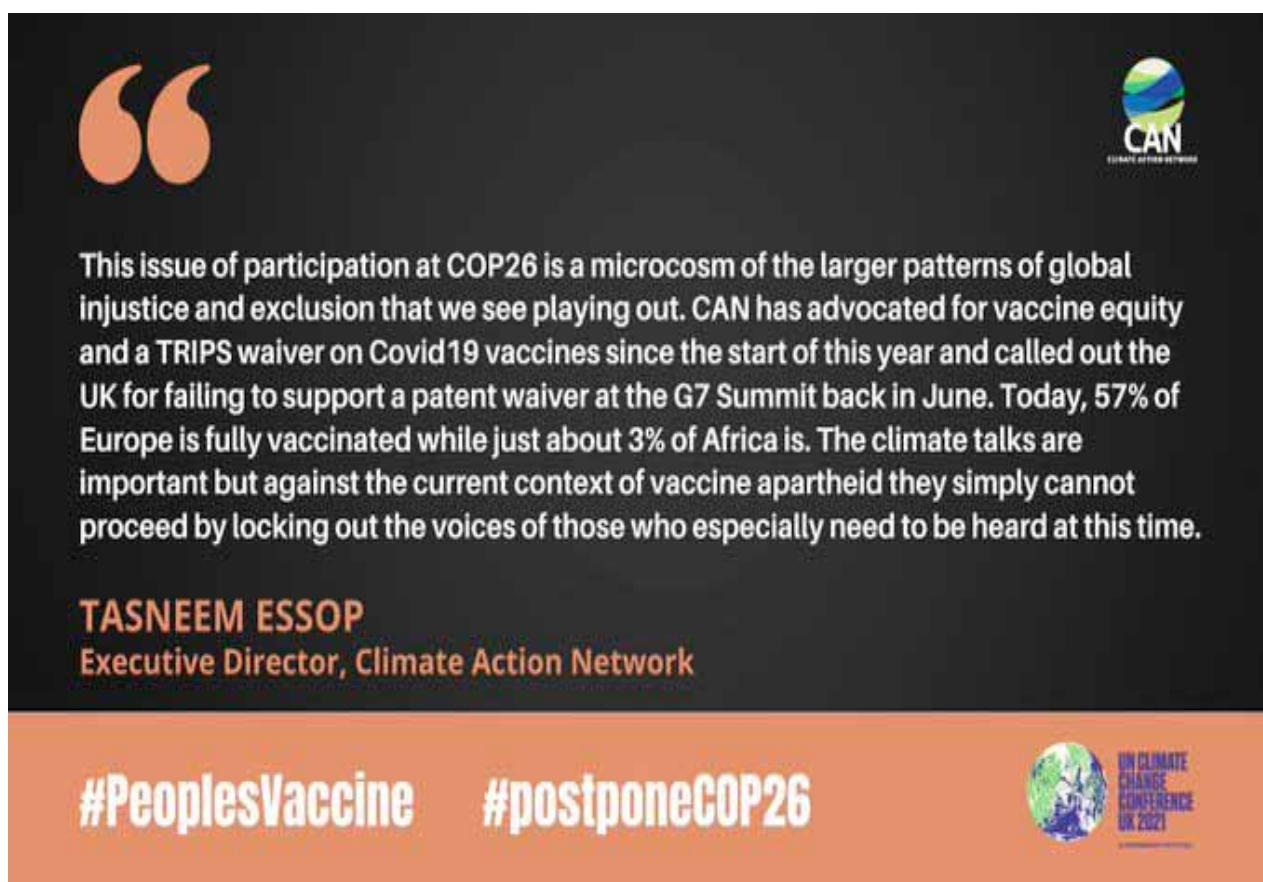
C'est pour Mohamed et ses compatriotes, ainsi que pour tous les Africains, que l'envoyé spécial de l'Union africaine à l'OMS Strive Masiyiwa, exige, dans un court extrait d'une vidéo diffusée sur le fil Twitter de l'alliance *The People's Vaccine* « l'accès aux vaccins, non le don de vaccins ».

L'article de Mohamed Adow :

<https://urlz.fr/gt1D>

L'extrait de la vidéo :

<https://twitter.com/mrigankshail/status/1437854403344601103>



The graphic features a dark background with a large orange quote icon at the top left. The text is in white and orange. At the top right is the CAN logo (Climate Action Network). At the bottom, there are two orange bars: the left one contains the hashtags #PeoplesVaccine and #postponeCOP26 in white, and the right one contains the UN Climate Change Conference UK 2021 logo.

“

This issue of participation at COP26 is a microcosm of the larger patterns of global injustice and exclusion that we see playing out. CAN has advocated for vaccine equity and a TRIPS waiver on Covid19 vaccines since the start of this year and called out the UK for failing to support a patent waiver at the G7 Summit back in June. Today, 57% of Europe is fully vaccinated while just about 3% of Africa is. The climate talks are important but against the current context of vaccine apartheid they simply cannot proceed by locking out the voices of those who especially need to be heard at this time.

TASNEEM ESSOP
Executive Director, Climate Action Network

#PeoplesVaccine #postponeCOP26

UN CLIMATE CHANGE CONFERENCE UK 2021

Royaume-Uni

Vaccinez le personnel et les étudiants dans les universités avant le 15 septembre

UCU (*University College Union*), notre syndicat partenaire à l'IE, au CSEE (Comité syndical européen de l'éducation) et au HERSC (*Higher Education and Research Standing Committee*) a envoyé au ministre de l'éducation (ainsi qu'à ses homologues de l'Ecosse et de l'Irlande du nord) une lettre exigeant la vaccination de tous avant la rentrée et des mesures strictes permettant, enfin, aux universités de rouvrir en sécurité.

Il faut à tout prix éviter le chaos de l'année dernière, où le gouvernement n'avait pas écouté les alertes lancées par les syndicalistes, les étudiants et leurs familles et a laissé les étudiants rejoindre les résidences universitaires avec l'illusion de la réouverture des établissements « en présentiel ». Le résultat était la multiplication des clusters COVID, le retour en catastrophe chez eux de ceux qui pouvaient et le confinement d'une grande partie des étudiants dans les cités universitaires, même s'ils avaient contracté la COVID19. Nous avons déjà parlé de leur souffrance dans notre *Fenêtre* n°11.

Jo Grady, la secrétaire générale de UCU, considère que le relâchement des mesures barrières et du port du masque (qui n'est plus obligatoire en intérieur) ou l'ouverture des boîtes de nuit sont « une recette pour le désastre » qui pourrait survenir en cette rentrée. « Nos établissements d'enseignement vont devenir à nouveau des incubateurs de COVID19 », s'alarme le syndicat, qui exige que le gouvernement « travaille avec les syndicats pour appliquer les mesures de sécurité sanitaire sur les campus, y compris le port du masque ».

Le ministère de l'éducation dit « encourager » les étudiants de se faire vacciner et « recommander » le port du masque « dans des espaces de forte affluence » ou « en cas de contamination locale ». Mais sans plus. Pas d'ouverture de centres de vaccination dans les campus, pour que les étudiants ne perdent pas leur temps en faisant la queue en ville, et pas d'obligation de port du masque.

Encore un gouvernement adepte de la « responsabilité individuelle ». Mais quand UCU parle de la souffrance des collègues et des étudiants, il n'y a pas de véritable réponse.

Le 16 septembre, jour où nous mettons sous presse, nous ne connaissons pas la réponse du ministère aux exigences de bon sens de UCU.

De larges extraits de la lettre de UCU, ainsi qu'un extrait de la déclaration de Jo Grady, la secrétaire générale du syndicat, ont été publiés dans le *Guardian* du 23.07.2021.

<https://urlz.fr/gt1V>

